

Questions orales

LE MONTANT EXACT DES FONDS RÉSERVÉS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, les chiffres que j'ai utilisés proviennent des documents budgétaires du ministre des Finances. A la page 13, on voit que 100 millions de dollars sont consacrés cette année au soutien direct de l'emploi. C'est le seul chiffre. Au moment où le ministre des Finances leur demande de se répartir les charges et les avantages, les Canadiens tiennent vraiment à savoir pourquoi le ministre de l'Emploi et de l'Immigration—que dis-je!—le gouvernement tout entier refuse de leur dire la vérité. Celle-ci ne se trouve ni dans les propos du ministre de l'Emploi et de l'Immigration ni dans ceux du ministre des Finances, mais à la page 13 des documents budgétaires. La vérité se trouve à la page 13. Pourquoi le gouvernement ne la leur dit-il pas?

Des voix: Bravo!

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Si vous le permettez, madame le Président, j'aimerais aider le député à effectuer son addition, car il n'est manifestement pas très fort en mathématiques. Le budget indique clairement que 200 millions de dollars de plus serviront à créer de l'emploi dans le cadre des nouveaux projets de développement communautaire du Canada. Il y a en outre les 150 millions de dollars qui serviront à favoriser des initiatives spéciales dans les domaines associés à la construction, et les 300 millions qui sont affectés à la réserve de développement économique dans le cadre d'un programme à long terme de création d'emplois permanents. Pour tous ceux qui savent compter, cela fait en tout 650 millions de dollars. Le député de Rosedale éprouve des difficultés. Je l'exhorte fortement à s'inscrire au nouveau programme que nous avons lancé à l'intention de ceux qui ont besoin de se recycler.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1420)

LES FINANCES

LE BUDGET—LA CONSULTATION AUPRÈS D'UN EX-MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, je voudrais interroger le ministre des Finances à propos du budget. D'après le *Star* de Toronto d'aujourd'hui, l'honorable John Turner s'est entretenu «à plusieurs reprises» avec le ministre des Finances au sujet du budget. Cela me paraît fort indiqué, car c'est à l'époque où M. Turner détenait le portefeuille des Finances que le gouvernement a perdu pour la dernière fois tout contrôle sur les dépenses. Je rappelle à la Chambre que les dépenses du gouvernement se sont accrues de 108 p. 100 au cours des quatre années durant lesquelles M. Turner a occupé ce poste.

Des voix: Oh! Oh!

M. Wilson: Les députés d'en face n'apprécient pas la vérité. Je le répète, les dépenses du gouvernement se sont accrues de 108 p. 100 en quatre ans. De quoi le ministre et M. Turner

ont-ils discuté? Était-ce de la proposition de supprimer l'indexation pour les citoyens de 700;-1 du troisième âge, ou bien était-ce de certaines idées sur la façon de contenir le déficit budgétaire?

Des voix: Oh! Oh!

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. La question a été posée.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'avoue être étonné que le député s'attende à ce que je rende compte à la Chambre d'entretiens que j'ai eus avec des particuliers, quels que soient ces particuliers. C'est là quelque chose d'extraordinaire que propose le député.

M. Wilson: Madame le Président, je trouve très intéressant que le ministre ne nie pas que le budget s'inspire largement des conseils de l'ancien ministre des Finances. Cela est fort apparent dans le document.

LA POSSIBILITÉ D'UNE RÉGLEMENTATION OBLIGATOIRE DES PRIX ET DES SALAIRES

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. D'après un certain nombre de députés fédéraux libéraux, ce budget ne sera pas en vigueur plus de trois mois. Ils ont été profondément déçus, et certains secrétaires parlementaires prétendent que le gouvernement imposera une réglementation obligatoire cet automne.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Qui?

M. Wilson: Les députés de Willowdale et de Sudbury, je crois.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson: Il est très difficile de poser des questions aujourd'hui, madame le Président.

Quand le ministre compte-t-il présenter son prochain budget et dans quelles circonstances? Quel contexte économique pourrait provoquer l'imposition des contrôles dont il est question à la page 12 de l'exposé budgétaire; on y dit en effet qu'une société contrôlée est une des possibilités. Quelles conditions faut-il réunir pour avoir cette société contrôlée?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai déclaré sans ambages dans l'exposé budgétaire que le gouvernement ne proposait pas à la Chambre des communes la mise en œuvre d'un système de réglementation des prix. C'est pourquoi j'ai rejeté de nouveau cette possibilité à la fin de mon discours, dans la partie à laquelle le député a fait allusion. Je garantis au député que nous sommes décidés à mettre en œuvre la limitation des salaires dans la Fonction publique et nous espérons bien que le secteur privé comprendra le bien-fondé de cette décision. Nous ne comptons pas réglementer systématiquement les salaires et les prix.